



Ville de Fronton

## Arrêté Municipal

Circulation alternée

Impasse de Lissard

Raccordement ENEDIS

Le 06 octobre 2021

### Le Maire de FRONTON,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

**Vu** le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

**Vu** le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

**Vu** l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

**Vu** l'arrêté de voirie n°160 de la Communauté des Communes du Frontonnais ;

**Vu** la demande de l'entreprise **DEBELEC-CARCASSONNE**, ZI LANNOLIER - 2682 boulevard François Xavier Fafeur - 11000 CARCASSONNE, en date du 25 Août 2021 ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de règlementer la circulation, Impasse de Lissard, en mettant en place un **Alternat de circulation**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la durée des travaux de raccordement ;

## ARRETE

### Article 1 Annule et remplace l'arrêté en date du 30 juillet 2021.

#### ARTICLE 2

Afin de permettre à l'entreprise **DEBELEC-CARCASSONNE**, de réaliser les travaux Impasse de Lissard, en agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

#### ARTICLE 3

La circulation de tous véhicules Impasse de Lissard, sera alternée manuellement, elle sera précédée d'une signalisation d'approche.

Ces dispositions entreront en vigueur le **06 octobre 2021** et resteront applicables jusqu'au **06 octobre 2021**, date à laquelle les conditions normales de circulation seront rétablies.

1 Esplanade de la République  
BP 3 - 31 620 Fronton

Tél. 05 62 79 92 10

[contact@mairie-fronton.fr](mailto:contact@mairie-fronton.fr)

[www.mairie-fronton.fr](http://www.mairie-fronton.fr)

**ARTICLE 4**

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par la société **DEBELEC-CARCASSONNE**.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

**ARTICLE 5**

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

**ARTICLE 6**

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

**ARTICLE 7**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8**

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton et le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

**ARTICLE 9**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.

Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.

Services Techniques de la Ville de Fronton.

Communauté de Communes du Frontonnais.

Service de Police Municipale de Fronton.

Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

**ARTICLE 10**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 25 Août 2021.

Le Maire



Hugo CAVAGNAC